

Congo, l'oublié

Les chiffres derrière la plus longue crise humanitaire en Afrique



Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant à but non lucratif qui s'efforce de comprendre et d'expliquer la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous menons des recherches rigoureuses sur différents aspects du conflit qui sévit en République démocratique du Congo. Toutes nos recherches s'appuient sur une profonde connaissance historique et sociale du problème en question. Nos bureaux se trouvent au Centre de coopération internationale de l'Université de New York.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur les sites suivants :
www.congoresearchgroup.org et www.gecongo.org.

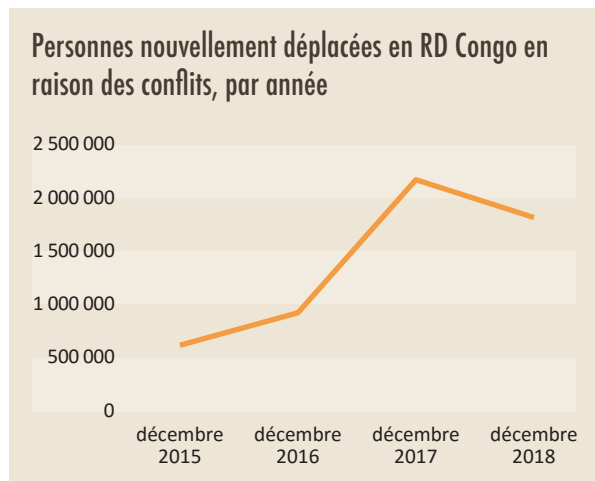
Le Baromètre sécuritaire du Kivu est un projet conjoint de Human Rights Watch et du Groupe d'étude sur le Congo de l'Université de New York.

Les conflits continuent d'affecter la vie de millions de personnes dans l'est de la République démocratique du Congo. Selon divers rapports humanitaires, la situation générale dans le pays ne s'est guère améliorée ces dernières années.¹ L'année dernière, l'on a compté 1,8 million de [personnes nouvellement déplacées du fait de la violence](#).² C'est plus que partout ailleurs dans le monde, à l'exception de l'Éthiopie. Et en 2019, environ [12,8 millions de personnes](#) ont besoin d'aide humanitaire et de protection dans le pays, soit 10 % du nombre total des cas dans le monde.³

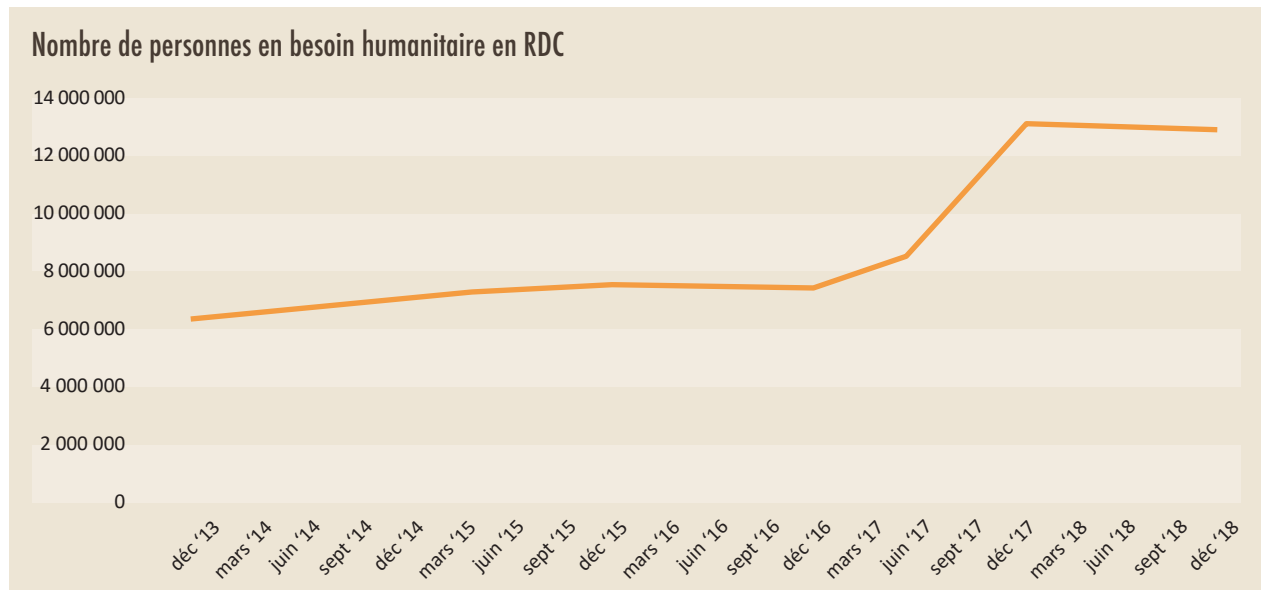
Et pourtant, le pays reçoit relativement peu de couverture médiatique. En 2018, le conflit de la RD Congo a été mentionné quatre fois en première page du New York Times, contre 61 fois pour le conflit syrien.⁴

Une partie du défi réside dans la complexité même du conflit. Selon notre dernier décompte (voir annexe A), il existe actuellement plus de 130 groupes armés dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, qui s'affrontent pour d'innombrables raisons. Cela constitue une hausse par rapport à [2015](#) (70 groupes armés répertoriés) et à [2017](#) (120 groupes armés).⁵ Avec une telle multitude d'acteurs armés et sans un récit simple, il est plus facile pour beaucoup de personnes de regarder ailleurs. Même pour les responsables du gouvernement congolais, les Nations unies et les divers partenaires bailleurs de fonds qui ont dépensé des milliards de dollars ces dernières années pour tenter de mettre un terme à la violence, il est souvent difficile de décider à quels secteurs et à quels problèmes accorder la priorité.

Le Baromètre sécuritaire du Kivu (Kivu Security Tracker, KST) est une tentative pour répondre à ce double défi — le manque d'attention et les difficultés à identifier les priorités — en démontrant l'existence de la violence — les affrontements entre combattants et les abus contre des civils — à travers des cartes et graphiques claires des incidents et de leurs acteurs



Source: Observatoire des situations de déplacements internes



Source: Personnes ayant besoin d'aide humanitaire (OCHA)

pour mieux comprendre où le degré de cette violence, les causes et les moyens de mettre fin aux abus. L'objectif est de fournir des informations cruciales au public et au gouvernement congolais ainsi qu'aux nombreuses agences étrangères, organisations non gouvernementales et bailleurs de fonds travaillant dans la région.

Nous travaillons dans les deux provinces les plus touchées par le conflit, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, avec une équipe de 15 chercheurs congolais dévoués, basés dans cette région. Chaque jour, ils s'entretiennent avec des chefs coutumiers, des membres du clergé, des activistes de la société civile et des représentants du gouvernement afin de documenter les pires actes de violence et tenter d'identifier les groupes armés responsables. Le personnel du projet en RD Congo et à l'étranger s'assure que les informations sont fiables, puis les placent sur une carte interactive en ligne, laquelle montre où les groupes armés sont actifs, où les pires violences ont eu lieu et qui en serait responsable.

Notre méthodologie complète, notamment la définition de ces catégories et la façon dont nous recueillons et procédons à la géolocalisation de nos données, est disponible sur notre site web.⁶

Une approche différente de la recherche d'informations

Notre approche investit des ressources importantes dans la découverte et la vérification de la violence — les incidents de combats et d'abus — au niveau local. Cela diffère substantiellement des autres ensembles de données sur la violence dans le conflit. Jusqu'à peu, les plus étendus de ces ensembles de données relatives aux violences — Uppsala Conflict Data Program/Peace Research Institute Oslo (UCD/PRIO), Correlates of War (CoW), et Armed Conflict Location and Events Dataset (ACLED) — provenaient principalement des comptes-rendus des médias locaux et internationaux. Cette situation a créé un problème de violence sous-déclarée, car la plupart des actes de violence sont perpétrés bien loin des correspondants des médias et ne sont toujours pas considérés comme dignes d'intérêt.⁷ De plus, des médias n'ont pas les moyens de

procéder à la géolocalisation systématique des faits ni de confirmer certains actes de violence. Ils sont donc plus susceptibles de rendre compte des incidents de façon inexacte. L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) compile des statistiques sur les taux de criminalité (qui diffèrent des civils touchés par un conflit) et recueille largement ses données auprès des gouvernements.⁸

Cette différence est clairement visible dans les données. Au cours de la période allant de juin à décembre 2017, le KST a enregistré trois fois plus de décès que ACLED, soit 610 morts contre 177.⁹ Fait révélateur, l'ONUDC n'a aucune donnée sur les tueries en RD Congo.¹⁰

L'approche du KST en matière de formation de réseaux de chercheurs locaux, qui signalent et vérifient ensuite les incidents violents, est également utilisée dans d'autres zones de conflit. Le Yemen Data Project, fondé en 2016, ainsi que diverses organisations en Syrie (l'Observatoire syrien des droits de l'homme, en particulier) ont des approches similaires et leurs données ont largement contribué à la compréhension des conflits dans ces pays.

La nécessité de ce type de données désagrégées en RD Congo est devenue particulièrement criante ces dernières années. À la fin de 2017, le Bureau de la coordination humanitaire des Nations unies (OCHA) a suspendu la publication des totaux nationaux des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, pourtant l'une des meilleures mesures pour les conflits, en raison des pressions exercées par le gouvernement. Et si le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme publie des données sur les violations des droits humains, ses rapports au niveau provincial ne fournissent pas des détails au-delà du nombre de violations commises par province, ventilées uniquement par acteurs non étatiques et étatiques.

Tendances générales du conflit dans le Kivu

Entre le 1^{er} juin 2017 et le 26 juin 2019, le KST a documenté 3 015 incidents d'affrontements et d'abus, lesquels ont touché 6 655 victimes dans les catégories suivantes :

- Mort violente : 1 041 incidents avec 1 897 victimes
- Viol collectif : 24 incidents avec 100 victimes
- Enlèvement / kidnapping contre rançon : 848 incidents avec 3 316 victimes
- Destruction de biens : 148 incidents
- Répression politique : 106 incidents
- Affrontement : 1 290 incidents

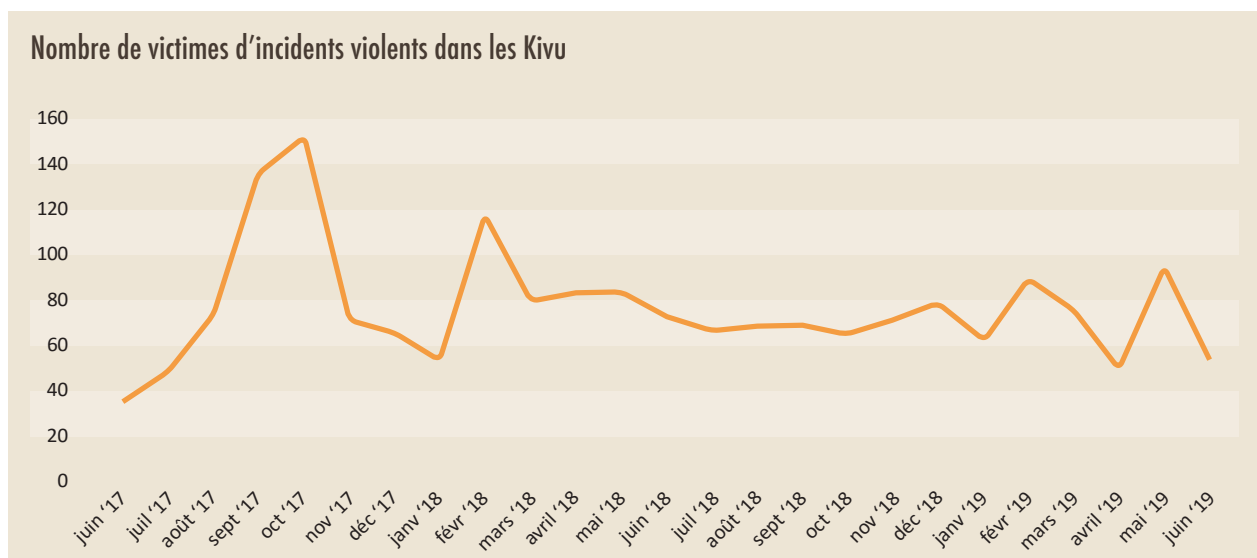
Ces données, combinées aux statistiques démographiques disponibles les plus fiables, indiquent que 8,38 civils ont été tués pour 100 000 habitants dans les Kivus en 2018.¹¹ Pour mettre cela en perspective, l'État du Borno au Nigeria — l'État le plus touché par Boko Haram et Al-Qaïda en Afrique de l'Ouest — avait enregistré la même un taux de décès de 6,87 pour 100 000 habitants, selon Nigeria Security Tracker, le Conseil sur les relations étrangères. Le taux comparable pour l'ensemble du Yémen était de 4,13 l'an dernier, sur la base de la documentation du Yemen Data Project.¹² Bien que ces chiffres fluctuent en fonction de la superficie utilisée à des fins de comparaison, il est clair que l'est de la RD Congo continue de connaître des

niveaux de violence aussi élevés que quelques autres lieux les plus violents du monde.

Bien qu'il y ait eu de fortes variations dans le nombre actes de violence documentés par le KST au fil du temps, le nombre moyen d'incidents vérifiés par mois est d'environ 120. Le nombre de violations a atteint un sommet au cours des trois derniers mois de 2017, sous l'effet d'une recrudescence d'attaques liée à de nouveaux retards dans l'organisation des élections — la Coalition nationale pour la souveraineté du Congo (CNPSC) dans le Sud Kivu, par exemple, a lancé une vaste offensive durant cette période — ainsi qu'une escalade de combats sur le territoire de Beni.

En général, **la violence armée est concentrée dans les hautes terres densément peuplées de l'extrême est des provinces du Kivu**, près des frontières ougandaise, rwandaise et burundaise. On peut tracer une ligne de démarcation entre la ville d'Eringeti, à l'extrême nord du Nord-Kivu, et Baraka, à l'extrême sud du Sud-Kivu, qui englobe une grande majorité de tous les incidents d'affrontements et d'abus dans les deux provinces.

Si tous les groupes armés congolais sont basés dans les zones rurales, **les villes sont devenues de plus en plus dangereuses ces dernières années** : des gangs criminels — souvent liés aux groupes armés — y ont intensifié leurs attaques. Neuf pour

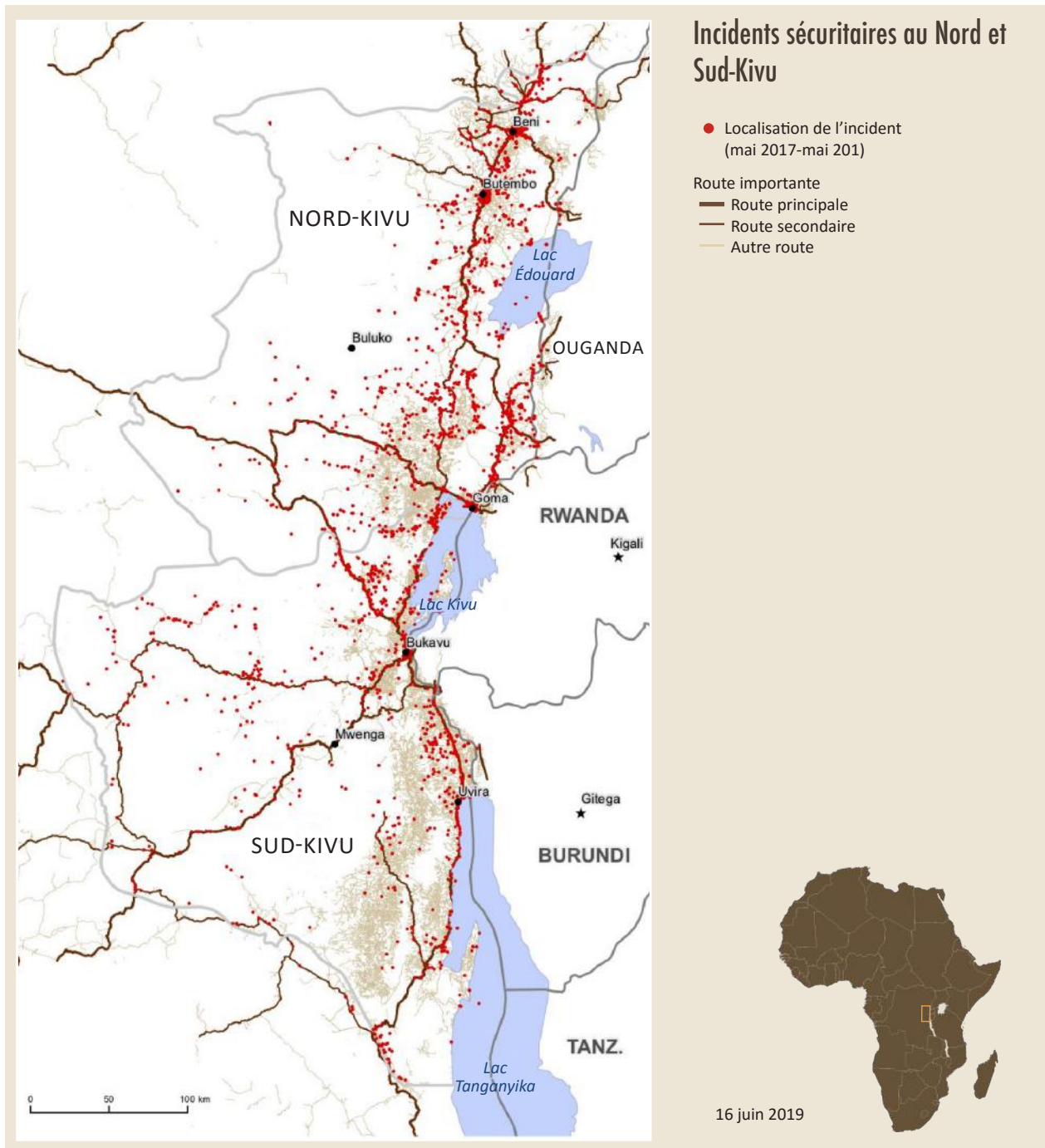


Source: Le Baromètre sécuritaire du Kivu

cent des meurtres, par exemple, ont eu lieu dans les seules villes de Goma, Butembo et Bukavu.

La violence dans le Kivu ne se produit pas nécessairement dans les zones reculées. Quarante-cinq pour cent des meurtres ont eu lieu à moins d'un kilomètre d'une grande route et sont fortement liés à la densité de la population.¹³ Autrement dit, l'armée congolaise n'a pas

sécurisé les routes les plus importantes. Ce qui constitue un sérieux obstacle pour le commerce et les voyages dans le Kivu. Les tronçons les plus importants de la région, les Routes nationales #2 et #5, reliant Beni-Butembo-Goma-Bukavu-Uvira-Baraka, sont tellement dangereuses — de même qu'en tel mauvais état — que nombre de personnes préfèrent voyager en avion, en bateau, voire rester tout simplement chez elles.



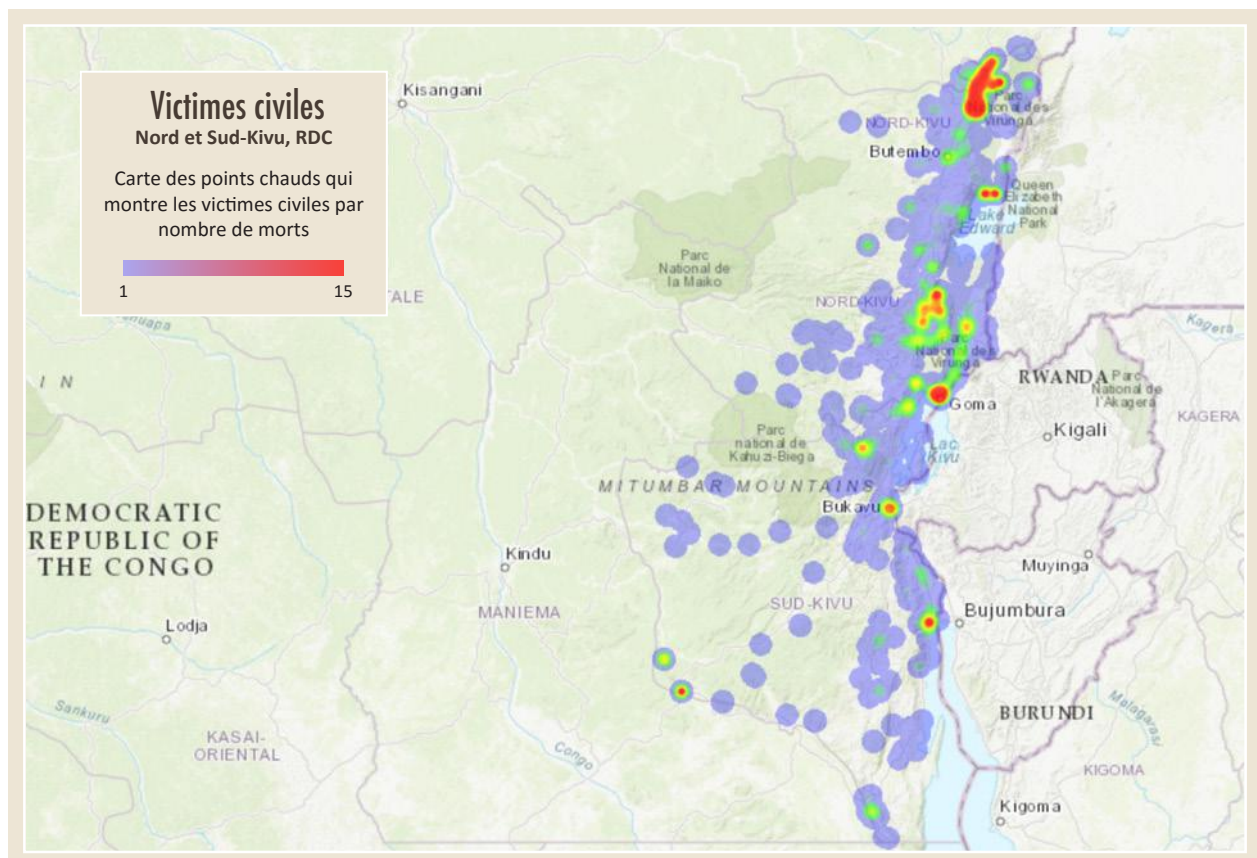
Où trouve-t-on la pire violence ?

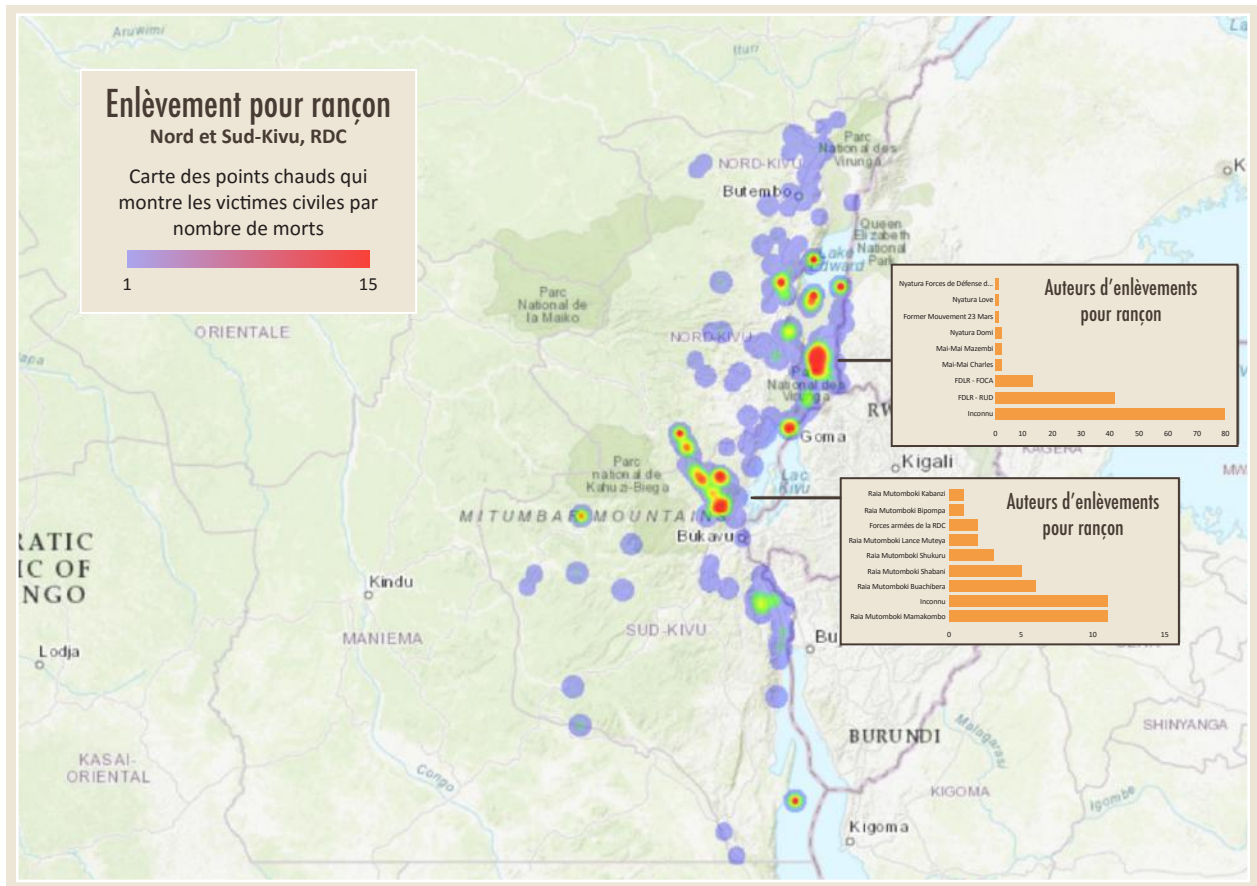
L'épicentre de la violence dans le Kivus est le territoire de Beni : 31% de tous les meurtres de civils ont eu lieu ici, principalement à cause des combats entre les forces de sécurité congolaises et la rébellion des Forces démocratiques alliées, en anglais Allied Democratic Forces (ADF). Ce groupe armé ougandais a tué au moins 272 civils entre 2017 et juin 2019. Le nombre de victimes des attaques des ADF est probablement beaucoup plus élevé. D'autant qu'un grand nombre des 223 victimes d'attaques sont classées comme "non attribuées" et qu'aucun autre groupe armé ne dispose de bases actives au nord et à l'est de la ville de Beni. Comme indiqué dans plusieurs rapports du Groupe d'étude sur le Congo (GEC), les opérations de l'armée dans cette région, lancées en 2014, ont déclenché une série de massacres, impliquant plusieurs groupes armés et entraînant une perturbation des équilibres locaux du pouvoir.

Malgré leur notoriété, les ADF ne sont pas le seul groupe armé dans cette région à avoir engagé des combats contre le gouvernement congolais.

Les Maï-Maï Mazembe, un groupe de milices qui recrutent au sein de la communauté nande, à l'ouest et au sud du lac Édouard, étaient le groupe armé ayant eu le plus d'affrontements avec l'armée durant cette période. Les troupes gouvernementales ont lancé une vaste offensive contre eux en 2018, ouvrant la voie à des mois de combats prolongés.

Le territoire de Rutshuru, où 35% d'enlèvements ont eu lieu, est un autre point chaud de la violence. Comme le montre la cartographie ci-dessous, bon nombre de ces incidents se sont produits le long de la route très fréquentée Goma-Rutshuru, ainsi que dans les banlieues de la ville de Rutshuru. Cette zone abrite plusieurs groupes armés congolais et rwandais, ainsi que des gangs de criminels, qui utilisent le parc national des Virunga comme base arrière. Plus au nord, dans la partie où se rencontrent les territoires de Rutshuru, Walikale, Masisi et Lubero, la violence a augmenté depuis que l'armée congolaise a lancé des opérations contre les rebelles rwandais des FDLR au début de 2015. Les forces armées





congolaises se sont alliées à des milices locales (NDC-R et Maï-Maï Mazembe), recrutant dans les communautés nande, nyanga et kobo, tandis que les FDLR s'appuyaient sur le soutien de groupes nyatura, principalement constitués de Hutu.

Enfin, les hauts plateaux des territoires de Fizi et d'Uvira, à la pointe sud du Sud-Kivu, ont constitué un autre point critique : 11% de meurtres et 17% d'affrontements y ont eu lieu. Deux conflits imbriqués sont à la base de la plupart de ces violences. Premièrement, divers groupes armés composés en grande partie, mais non exclusivement, de membres de la communauté bembe, ont créé la Coalition nationale pour la

souveraineté du Congo (CNPSC) en 2017, lançant une série d'attaques contre l'armée, les élections étant encore retardées. Ces assauts ont atteint la périphérie de la ville d'Uvira en septembre 2017. Puis, depuis début 2018, les rivalités ethniques entre les communautés banyamulenge et bafuliro, dans les hauts plateaux, ont été exacerbées par les dynamiques régionales. Les rebelles burundais RED-Tabara, FNL et Forebu, dont certains sont soutenus par le gouvernement rwandais, se battent contre les rebelles rwandais et les groupes Maï-Maï congolais, dont certains ont à leur tour reçu un soutien des gouvernements congolais et burundais.

Interroger les aspects spécifiques du conflit

Violence et ressources naturelles

En apparence, les ressources naturelles sembleraient constituer une partie importante du problème dans l'est de la RD Congo. Les organisations de plaidoyer se sont souvent concentrées sur l'exploitation de l'étain, du tantale, du tungstène et de l'or en tant que sources de revenus pour les groupes armés, en taxant principalement les mines et les routes commerciales.¹⁴

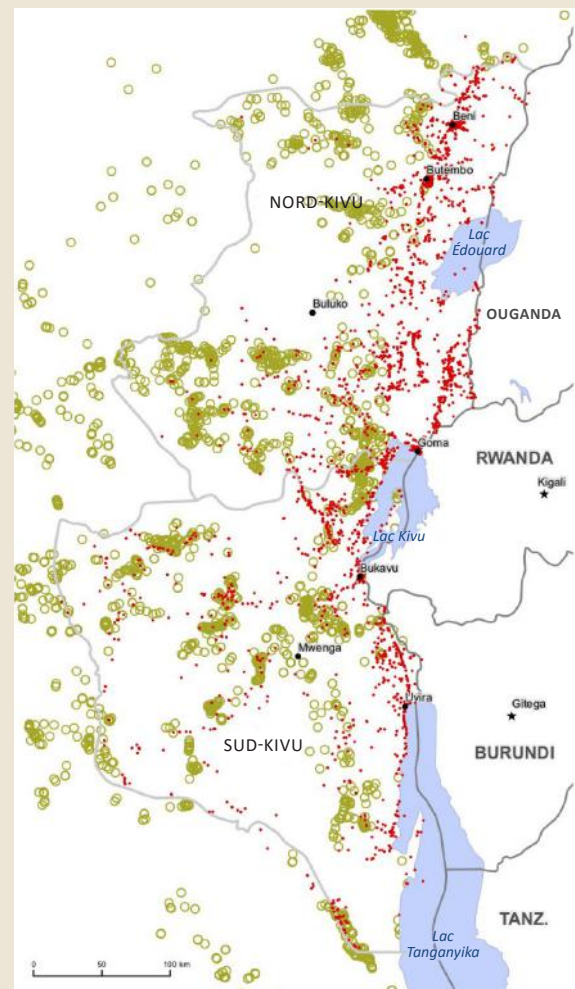
Les données du KST montrent cependant **qu'il n'y a pas de corrélation systématique entre la violence et les zones minières. Seulement 20% d'incidents violents se produisent dans un rayon de 20 kilomètres d'une mine et seulement 3% dans un rayon de 2 kilomètres.** Il existe en effet des pôles de violence autour de certaines zones minières, par exemple autour des sites d'exploitation aurifère au nord de Shabunda ou des mines d'or Misisi au sud de Fizi. D'autres foyers de violence se trouvent toutefois dans des zones dépourvues de mines : par exemple, les environs de la ville de Beni, l'ensemble du territoire de Rutshuru ainsi que la plaine de Ruzizi.

Cela ne signifie pas que l'exploitation minière n'a pas d'impact sur la violence. Dans certains cas, la violence a été directement associée aux combats pour le contrôle des zones minières. Il existe également de nombreuses preuves selon lesquelles les groupes armés concentrent une grande partie de leur attention sur la taxation des sites miniers et des routes commerciales. Les sites miniers artisanaux constituent aussi une source importante de soutien pour les commandants de l'armée congolaise. Pour une armée à court d'argent, la possibilité de déployer des unités sur des sites miniers lucratifs fournit aux commandants une source importante de revenus et de pouvoir. Cela a eu pour effet de réduire leur désir de mettre fin aux combats et de retourner dans leurs casernes.

Cependant, les groupes armés tirent des revenus de nombreuses autres sources, notamment la

production de charbon de bois, le braconnage, les enlèvements et la taxation de tous types de marchandises et de mouvements. Si certains groupes sont étroitement liés aux zones minières, beaucoup d'autres occupent des terrains dépourvus de sites miniers. Il convient également de noter qu'il existe peu de preuves qui pourraient démontrer que, historiquement, les périodes majeures

Incidents sécuritaires au Nord et Sud Kivu



- Localisation de l'incident (mai 2017-mai 2019)
- Site minier (mai 2017-mai 2019)

d'intensification des conflits dans la région - la guerre de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) (1996-1997), la guerre du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) (1998-2003), ainsi que les guerres du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) et du Mouvement du 23 mars (M23) (2006-2009 et 2012-2013) ont été directement déclenchées par la question des minerais.

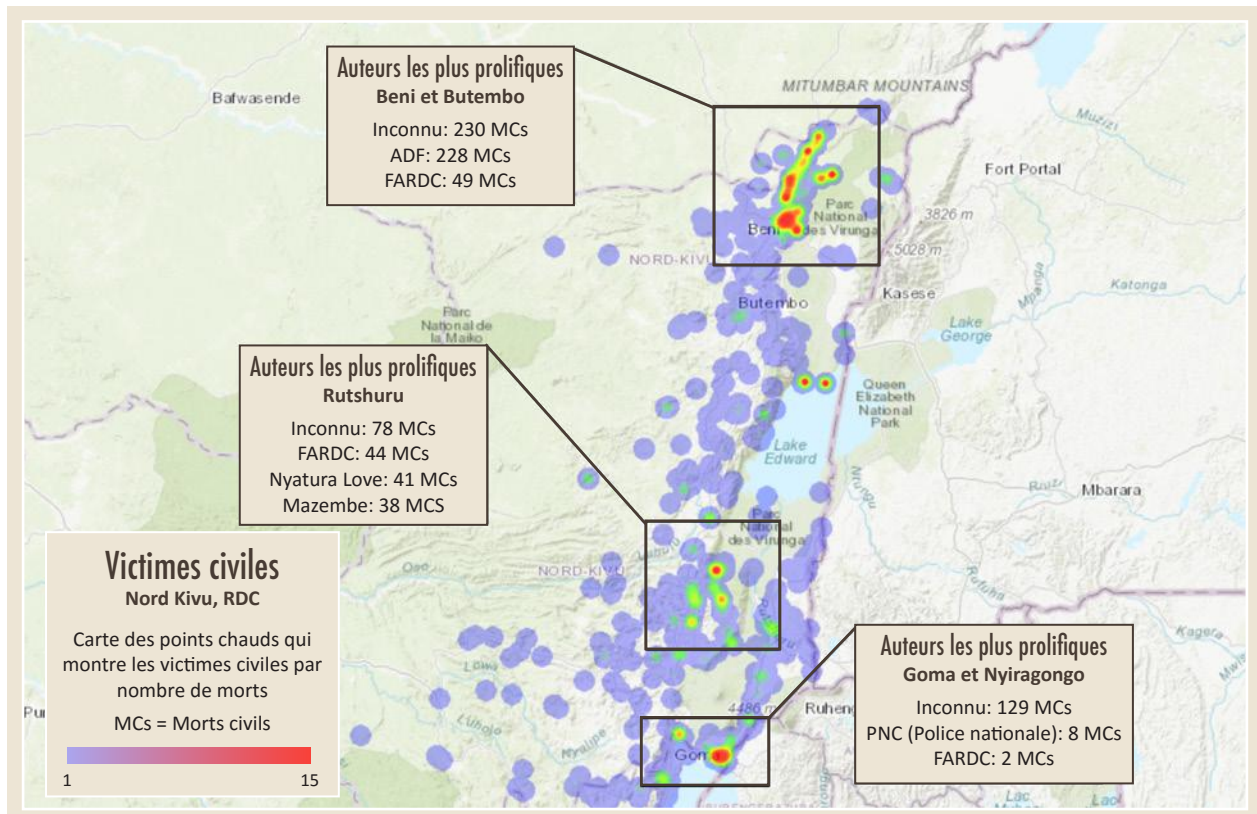
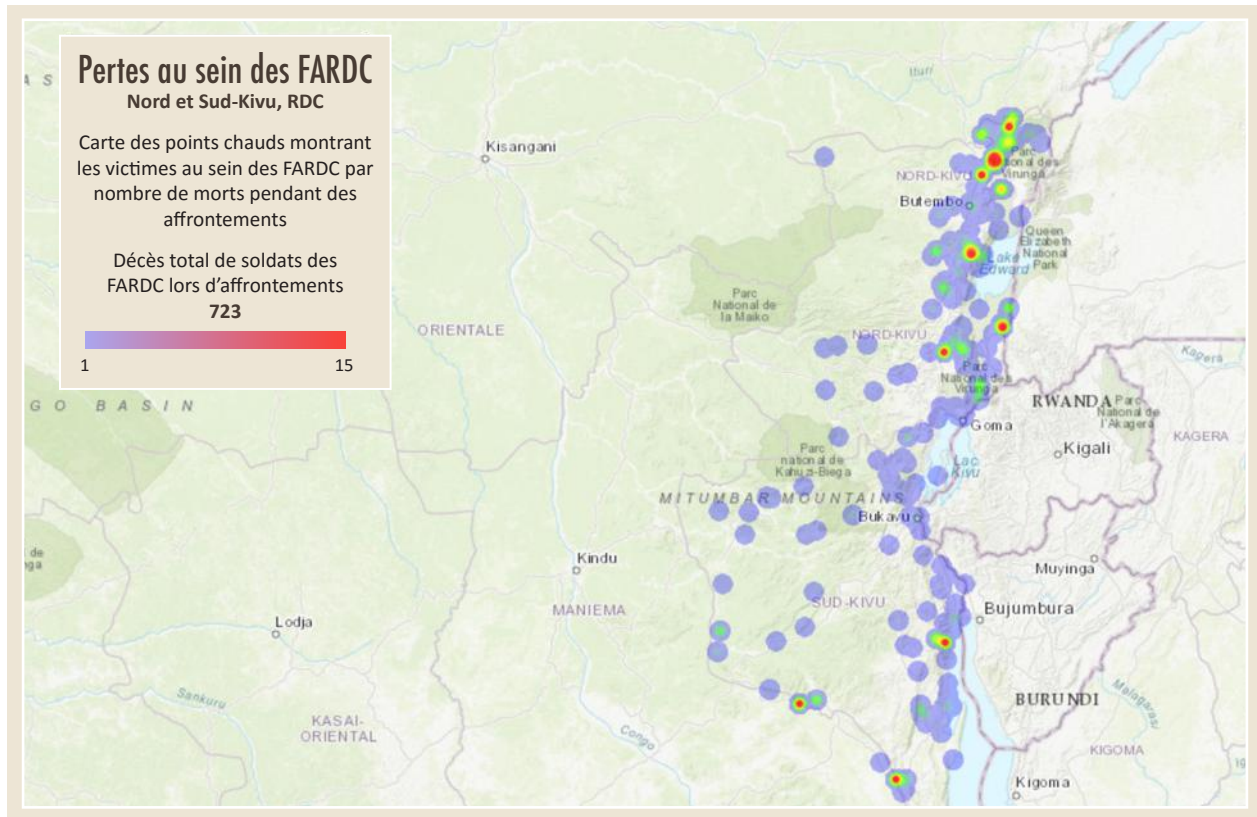
Pertes au sein de l'armée congolaise et des troupes de maintien de la paix de l'ONU

L'image de l'armée congolaise en tant que force corrompue et inefficace est trompeuse. Il est trop facile de personnaliser ces traits, suggérant que ce sont des caractéristiques inhérentes aux soldats et non le produit des circonstances dans lesquelles ils fonctionnent. En fait, les soldats sont très peu payés et de façon irrégulière, ils reçoivent un traitement médical dérisoire et les conditions de vie de leurs familles sont souvent extrêmement misérables.

Malgré cela, **les troupes de l'armée congolaise risquent régulièrement leur vie lors des opérations militaires.** Le gouvernement ne publie pas des chiffres détaillés sur le nombre de victimes. Cependant, les points focaux du KST obtiennent souvent des informations sur le **nombre de soldats tués au cours d'opérations : 723 au cours des deux dernières années seulement.** Bien que ce chiffre soit loin d'être exhaustif, il fournit une compréhension de base des zones les plus meurtrières pour les déploiements de l'armée congolaise. Alors que bon nombre des 346 affrontements de l'armée ont eu lieu dans le cadre d'opérations contre les ADF (77) et d'autres groupes armés autour de Beni, le groupe armé avec lequel elle s'est le plus affrontée est le Maï Maï Mazembe (101).

La Mission de maintien de la paix des Nations Unies, la Monusco, a également subi de lourdes pertes au cours des dernières années. **Sur les 73 soldats de la paix tués en RD Congo depuis le début de la mission, connue alors sous le nom de MONUC, en 1999, 38% ont été tués depuis 2015, tous sur le territoire de Beni.**

Les opérations offensives de la Monusco se déroulent souvent en collaboration avec l'armée congolaise. Il n'est donc pas surprenant de constater que les mêmes groupes armés ont constitué la menace la plus grave pour les deux armées. Les affrontements de la Monusco ont eu lieu principalement avec trois groupes armés basés sur les territoires de Beni et de Lubero : les Maï-Maï Mazembe, les ADF et le NDC-R.



Implications pour les efforts de maintien de la paix

Il serait facile de voir ces points sur une carte et de penser que les conflits ne seraient que des combats militaires entre des belligérants se disputant territoires et ressources. Ce n'est pas le cas : les acteurs armés de l'est de la RD Congo sont profondément façonnés par leurs réalités sociales et politiques. Comme le GEC Congo l'a expliqué [ailleurs](#),¹⁵ divers facteurs ont contribué à la persistance des conflits :

- **La prolifération dramatique des groupes armés** ces dernières années a rendu plus difficile de parvenir à une entente à mesure que le nombre d'acteurs et de perturbateurs potentiels augmente. Une question compliquée davantage par la nature des différends, qui portent souvent sur des problèmes tels que la répartition des terres et le contrôle du commerce lucratif.
- **Plus de deux décennies de conflit ont créé une bourgeoisie militaire** : des personnes appartenant à des élites économiques, politiques et de sécurité qui ont utilisé le conflit pour faire avancer leur carrière et qui ont un intérêt direct dans la persistance de la violence.
- **Le gouvernement congolais** - notablement absent sur notre carte des groupes armés - **est probablement l'acteur le plus important du conflit**. Il a montré peu d'intérêt pour mettre fin aux guerres périphériques qui ne menacent pas sa survie. Il a surtout privilégié le maintien de réseaux de clientélisme - dont certains incorporent d'autres groupes armés - à la sécurité des citoyens, mais aussi la survie de l'élite à la réforme institutionnelle.
- Les facteurs locaux de violence, tels que les luttes pour la terre et le pouvoir coutumier, sont importants, mais doivent être contextualisés ; au fil du temps, la plupart des groupes armés se sont de plus en plus intégrés dans les réseaux d'élite.
- **Les bailleurs de fonds ainsi que la mission de maintien de la paix des Nations unies ont été incapables de transformer en profondeur cette dynamique de conflit et de promouvoir**

une paix durable, souvent parce que les changements nécessaires sont jugés trop risqués, ou trop difficiles politiquement ou financièrement.

Les statistiques présentées ici contribuent à cette analyse. Bien que Beni reste le centre de la violence armée, le conflit s'étend à l'est de la RD Congo et implique de nombreux acteurs. Ces dernières années, les affrontements montrent que la paix et la stabilité dans l'est de la RD Congo sont difficiles à atteindre. Étant donné que l'État congolais est l'un des plus grands auteurs d'abus contre les civils et soutient lui-même certains groupes armés, il faudrait une réforme en profondeur à tous les niveaux.

Lors de sa première visite dans le Kivu en avril 2019, le président Félix Tshisekedi avait [promis](#) de redéployer les troupes qui se trouvaient dans cette partie du pays depuis longtemps, de demander des comptes à quiconque soutiendrait des groupes armés et de redynamiser les opérations militaires contre les groupes armés.¹⁶ En dépit de ces déclarations, les Congolais n'ont toujours pas vu de vision détaillée ni de stratégie pour la stabilisation du Kivu, émanant de Tshisekedi ou de la Monusco qui fait actuellement l'objet d'un examen stratégique. Plusieurs groupes armés se sont rendus ou ont exprimé l'intention de le faire depuis l'investiture de Tshisekedi, mais [il n'existe actuellement aucun programme fonctionnel de démobilisation pour ces 2 000 à 3 000 combattants](#).¹⁷ Entre-temps, il n'y a eu aucune nouvelle poursuite judiciaire contre des commandants des FARDC pour leurs abus ou leur soutien à des groupes armés, en dépit des [requêtes](#) des [organisations de défense des droits humains](#).¹⁸ Les [poursuites](#) récentes et en cours à l'encontre de quelques chefs de groupes armés ont été confrontées à de nombreuses [difficultés](#), notamment en ce qui concerne la protection des témoins et des victimes, la qualité des enquêtes et les droits de l'accusé.¹⁹

Il est clair que des réformes systémiques demanderont du temps et une volonté politique

considérable de la part d'un gouvernement congolais qui tente d'équilibrer les énormes attentes de ses citoyens avec des tensions internes entre ses différentes factions. Pour réduire les atrocités, le président Tshisekedi devra adopter une approche large, comprenant une réforme des forces de sécurité congolaises assortie [d'un processus de sélection](#) visant à écarter les responsables de violations graves, ainsi qu'un programme de démobilisation fortifié assorti d'une stratégie à long terme pour la réintégration des anciens combattants.²⁰ Les dirigeants du pays devront trouver des réponses aux appels lancés par les communautés locales en faveur de la réconciliation, de la justice et du développement économique. Tshisekedi lui-même a [clairement fait savoir](#) qu'il était difficile d'envisager une paix durable dans la région sans un effort concerté en faveur de la responsabilité.²¹ Comme Human Rights Watch l'a [soutenu](#), le gouvernement pourrait créer des chambres mixtes spécialisées ou une unité spécialisée dans les crimes de guerre au sein de la justice congolaise, spécialement chargée de poursuivre les auteurs de crimes internationaux.²²

La communauté internationale, pour sa part, a été entravée dans ses efforts pour promouvoir une réforme globale du secteur de la sécurité et de l'appareil administratif. Son programme initial de stabilisation, dans le cadre de la Stratégie internationale de soutien pour la sécurité et la stabilisation (ISSS) (2009-2012), [n'a pas été ambitieux](#), parce qu'en grande partie, ses intérêts n'étaient pas alignés sur ceux des acteurs et des dirigeants locaux.²³ Depuis lors, la deuxième phase de l'ISSS s'est concentrée sur la transformation de la dynamique des conflits locaux, la promotion de la responsabilisation et la réconciliation, sans essayer de réformer en profondeur les institutions nationales. D'autres bailleurs de fonds importants se sont attachés à responsabiliser l'industrie minière artisanale et à renforcer le secteur privé de manière plus générale, dans l'espoir que cela atténuerait la dynamique des conflits. Par exemple, le gouvernement des États-Unis, par

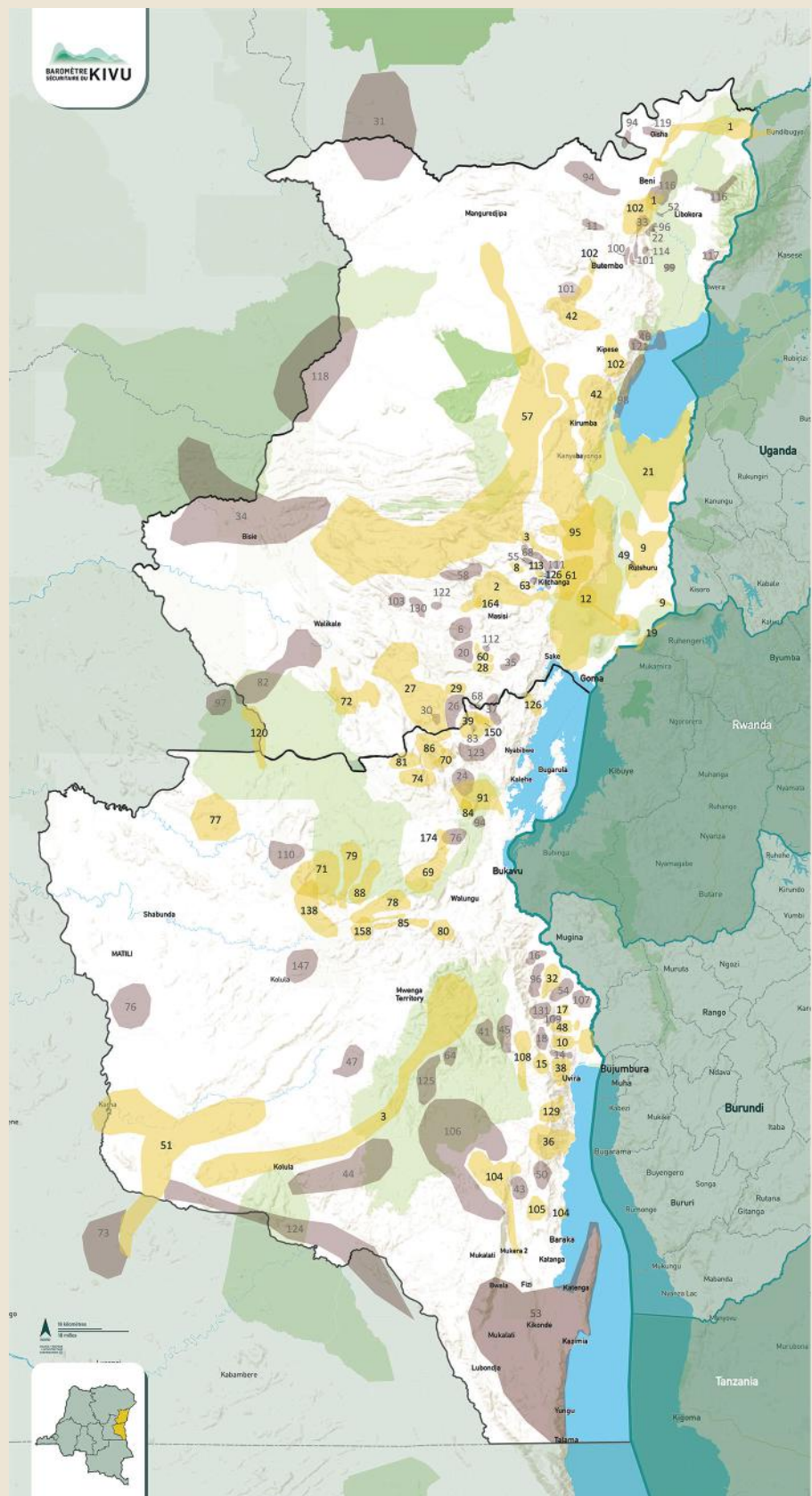
l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international, n'a affecté à la paix et à la stabilité que 0,8% de son budget 2013 en RDC, tandis que le Royaume-Uni a alloué 9% de son budget 2018/2019 à la gouvernance et à la sécurité.²⁴

Il n'y a pas eu de stratégie globale pour régler le conflit armé dans le Kivu par des bailleurs de fonds étrangers. Le gouvernement a souvent empêché la Monusco de faciliter les pourparlers de paix entre les groupes armés et les autorités, et la mission onusienne a été largement réduite à participer à des opérations militaires et à user de son influence diplomatique pour faire pression sur divers acteurs.²⁵

La nouvelle administration du président Tshisekedi à Kinshasa offre au gouvernement congolais et à ses partenaires étrangers et locaux une opportunité de marquer une rupture nette avec le passé et de mettre en œuvre les réformes institutionnelles systémiques nécessaires pour s'attaquer aux facteurs de la violence afin de mettre fin à la prolifération des groupes armés et de faire en sorte que les responsables des pires exactions rendent des comptes pour leurs actes.

annexe A

Acteurs armés au Nord et Sud-Kivu



Acteurs armés au Nord-Kivu

● Groupes actifs

1	Allied Democratic Forces
2	Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain
3	Conseil national pour le renouveau et la démocratie
8	Forces démocratiques de libération du Rwanda
9	Forces démocratiques de libération du Rwanda-Ralliement pour l'Unité et la Démocratie
12	Nyatura Force de défense du peuple
19	Former Mouvement 23 Mars
21	Mai-Mai Charles
27	Mai-Mai Kifuafua Delphin
28	Nyatura Kigingi
29	Mai-Mai Kifuafua Maachano
39	Mai-Mai Kirikicho
42	Mai-Mai Mazembe
57	Nduma Defense du Congo-Rénové
60	Nyatura Delta
61	Nyatura Domi
63	Nyatura Kavumbi
70	Raia Mutomboki Butachibera
72	Raia Mutomboki Elenge
80	Raia Mutomboki Maheshe
81	Raia Mutomboki Mungoro
86	Raia Mutomboki Shukuru
95	Nyatura Love
102	Mai-Mai Kilalo-Union des patriotes pour la libération du Congo
113	Nyatura Jean-Marie
120	Raia Mutomboki Mamba
126	Nyatura Nzayi
150	Alliance des Forces Patriotes des Résistants AFPR/Raia Mutomboki Kabishula
164	Lola Hale

● Groupes inactifs

6	Forces de défense congolaises-Guides
7	Ex-M23 Busumba group
11	Mai-Mai Kombi
20	Guides MAC
22	Mai-Mai Corps du Christ
26	Mai-Mai Kifuafua Baeni-Limenzi
30	Mai-Mai Kifuafua Shalio
31	Mai-Mai Simba (Manu)
33	Mai-Mai Nzirunga
35	Nyatura Mahanga
37	Nyatura Bizagwira
49	Mai-Mai PRM/PAREM
52	Mai-Mai Vivuya
55	Nyatura APRDC (Alliances des Patriotes pour la restauration de la démocratie au Congo)
58	Nduma Defense du Congo Sheka
68	Raia Mutomboki Akilo
94	Mai-Mai Kyandenga
98	Mai-Mai Jackson
100	Mai-Mai Léopards-Muthundo
101	Mai-Mai Léopards-Endanluhi
103	Raia Mutomboki Shebitembe
111	Nyatura Gatuza
112	Nyatura JED
114	Mai-Mai Kithikyolo
115	Mai-Mai Sibenda
116	Milice Pakombe
117	Mai-Mai Lwanga
118	Mai-Mai Simba-Luc
119	Milice M'vuba
121	Mai-Mai Muhima
122	Raia Mutomboki Machite
130	Raia Mutomboki Shemakingi

● Groupes non cartographiés*

46	Mai-Mai Nguru
90	Union des patriotes congolais pour la paix (UPCP-Lafontaine)
99	Mai-Mai Dario Syaghuswa
171	Mai-Mai Kabido/Front Populaire pour la Paix (Mai-Mai kabida - FPP/AP)

Acteurs armés au Sud-Kivu

● Groupes actifs

3	Conseil national pour le renouveau et la démocratie
10	Forces nationales de libération-Nzabampema
15	Local Defense Kashumba
17	Mai-Mai Mbulu
27	Mai-Mai Kifuafua Delphin
29	Mai-Mai Kifuafua Maachano
32	Mai-Mai Mwenyemali
36	Mai-Mai Réunion (FPC)
38	Mai-Mai Makanaki
39	Mai-Mai Kirikicho
48	Mai-Mai Nyerere
51	Mai-Mai Malaika-She Assani
69	Raia Mutomboki Blaise
70	Raia Mutomboki Butachibera
71	Raia Mutomboki Donat/Ngandu
74	Raia Mutomboki Hamakombo
77	Raia Mutomboki Kazimoto (ex-Kiluni)
78	Raia Mutomboki Lukoba
79	Raia Mutomboki Mabala
80	Raia Mutomboki Maheshe
81	Raia Mutomboki Mungoro
84	Raia Mutomboki Safari
85	Raia Mutomboki Ndarumanga
86	Raia Mutomboki Shukuru
88	Raia Mutomboki Wemba
91	Raia Mutomboki Shabani
104	Mai-Mai Ebu Ela
105	RED-Tabara
108	Forces républicaines du Burundi
120	Raia Mutomboki Mamba
126	Nyatura Nzayi
129	Mai-Mai René
138	Raia Mutomboki Kokodiko
150	Alliances des Forces Patriotes des
158	Raia Mutomboki Vunja Vikwazo

● Groupes inactifs

14	Local Defense Zone
16	Local Defense Mahinduzi
18	Mai-Mai Délégués
26	Mai-Mai Kifuafua Baeni-Limenzi
37	Nyatura Bizagwira
41	Mai-Mai Mahoro
43	Biloze Bishambuke
44	Mai-Mai Mulumba
45	Mai-Mai Mushombe
47	Mai-Mai Nyakiliba
50	Mai-Mai Echilo
53	Mai-Mai Yakutumba
54	Mai-Mai Karakara
62	Mai-Mai Mukenya
73	Mai-Mai Kiwis Kalume
75	Raia Mutomboki Imani Bitaa
76	raia Mutomboki Kimba
83	Raia Mutomboki Musole
96	Mai-Mai Mazimano
97	Raia Mutomboki Kisekelwa
106	Ngumino
107	Mai-Mai Bigaya (ex-Bede)
109	FNL Nibizi
110	Raia Mutomboki Kabazimia
123	Raia Mutomboki Mihali Manyilisa
124	Mai-Mai Aigle
125	Twiganeho
131	Local Defense Ngengwe
147	Raia Mutomboki Kikwama

● Groupes non cartographiés*

64	Nyatura Kalume
133	Raia Mutomboki Ndusha
134	Raia Mutomboki 100 Kilo
135	Pisteurs
137	Raia Mutomboki Kasosoli
140	Mai-Mai Kidjanga
144	Raia Mutomboki Walike
147	Raia Mutomboki Kikwama
148	Raia Mutomboki Makindu
153	Raia Mutomboki Donat
154	Raia Mutomboki Ngandu
155	Mai-Mai Kihebe
159	Raia Mutomboki Habikungaliye
167	Nyatura Nduhuye
168	Mai-Mai Songa Kivuwhe
169	Raia Mutomboki Cisayura
177	Mai-Mai Buhirwaha
178	Mai-Mai Rushaba

* Des numéros omis en séquence représentent les acteurs étatiques et les groupes armés ne disposant pas de suffisamment de données pour déterminer les zones de contrôle appropriées.

Références

- 1 Internal Displacement Monitoring Center, *Global Report on Internal Displacement 2019*, <http://www.internal-displacement.org/global-report/grid2019/> (consulté le 26 juin 2019) ; Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, *RD Congo : Plan de Réponse Humanitaire 2019*, <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/democratic-republic-congo/document/rd-congo-plan-de-r%C3%A9ponse-humanitaire-2019> (consulté le 26 juin 2019).
- 2 Internal Displacement Monitoring Center, *Democratic Republic of the Congo*, <http://www.internal-displacement.org/countries/democratic-republic-of-the-congo> (consulté le 25 juillet 2019)
- 3 Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, *About OCHA RDC*, <https://www.unocha.org/democratic-republic-congo-drc/about-ocha-drc> (consulté le 25 juillet 2019).
- 4 Nous avons cherché les mentions « Congo » et « Syrie » dans le titre ou le premier paragraphe de la première page du New York Times entre le 1^e janvier 2018 et le 31 décembre 2018. Nous avons également recherché toutes les occurrences « Congo » et « Syrie » sur la première page en général pour nous assurer que nous n'avions manqué aucun article, en excluant ceux qui mentionnent les pays de manière indirecte mais ne se concentrent pas sur eux. Parmi les mentions du « Congo », l'une concernait l'épidémie d'Ebola, une autre les élections, une encore les liens de la rébellion des ADF avec ISIS, et une enfin concernait le lauréat du prix Nobel Denis Mukwege.
- 5 Jason K. Stearns and Christoph Vogel, *The Landscape of Armed Groups in the Eastern Congo*, (New York: Groupe d'Étude sur le Congo, 2015), 5. <http://congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2015/11/CRG-Armed-Groups-in-the-Congo.pdf> ; Jason K. Stearns and Christoph Vogel, *La Topographie Des Groupes Armés Dans l'Est Du Congo*, (New York: Baromètre Sécuritaire du Kivu, 2017), 1. <https://kivusecurity.nyc3.digitaloceanspaces.com/reports/5/Landscape%20of%20Armed%20Groups%20Essay%20KST%20FR.pdf>
- 6 Baromètre Sécuritaire du Kivu, *Baromètre sécuritaire des Kivus: Méthodologie*, novembre 2017 https://kivusecurity.org/static/KST_Methodology_Nov2017.pdf (consulté le 25 juillet 2019).
- 7 Cela contredit les conclusions de Nils Weidmann, qui a étudié la sous-déclaration par les médias des incidents de conflit en Afghanistan. Weidmann, Nils B. « On the accuracy of media-based conflict event data ». *Journal of Conflict Resolution* 59.6 (2015): 1129-1149.
- 8 Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, *Global Study of Homicide 2019*, https://dataunodc.un.org/GSH_app (consulté le 25 juillet 2019).
- 9 À partir de décembre 2017, ACLED a commencé à inclure le KST comme source, rendant la comparaison plus difficile.
- 10 Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, *Global Study of Homicide 2019*, https://dataunodc.un.org/GSH_app (consulté le 10 juillet 2019).
- 11 Si on prend les 914 meurtres de civils dans les Kivus en 2018 et qu'on les compare à la population du Kivu (10,9 millions d'habitants selon l'Institut National de la Statistique), on obtient un taux de mortalité de 8,38 pour 100 000 civils.
- 12 Les meurtres de civils dans l'État de Borno était 403 selon que le Nigeria Security Tracker, la population de Borno est 5,860,183 qui est basée sur une estimation en 2016 par le National Population Commission of Nigeria. Le Yemen Data Project a rapporté 1186 meurtres en 2018.
- 13 Défini comme route principale, secondaire ou nationale par OpenStreetMap.
- 14 Par exemple, voir Nations Unies, S/2011/738 - 'Final report of the Group of Experts on the DRC submitted in accordance with paragraph 5 of Security Council resolution 1952 (2010)', 2 December 2011; Nations Unies, S/2012/348 - 'Interim report of the Group of Experts on the DRC submitted in accordance with paragraph 4 of Security Council resolution 2021 (2011)', 21 June 2012; Global Witness. 2005. *La Paix sous Tension: Dangereux et illicite commerce de la cassitérite dans l'est de la RDC*. London: Global Witness; Global Witness. 2010. *The Hill Belongs to Them: The Need for International Action on Congo's Conflict Minerals Trade*. London: Global Witness.

- 15 Jason K. Stearns and Christoph Vogel, "Kivu's intractable security conundrum revisited" *African Affairs*, Volume 117, Issue 469, October 2018, 695-707, <https://doi.org/10.1093/afraf/ady033>.
- 16 Radio France Internationale, *Insécurité au Nord-Kivu en RDC: Félix Tshisekedi plaide la «tolérance zéro»*, <http://www.rfi.fr/afrique/20190416-insecurite-nord-kivu-rdc-felix-tshisekedi-plaide-tolerance-zero> (consulté le 25 juillet 2019).
- 17 Radio France Internationale, *RDC: les questions soulevées par les redevances de groupes armés*, <http://www.rfi.fr/afrique/20190503-redevances-ddr-groupes-milices-rdc-problemes-defis> (consulté le 25 juillet 2019).
- 18 Business & Human Rights Resource Centre, RDC: Jean-Claude Katende, Président de l'ASADHO et fervent défenseur des droits de l'homme, est menacé de mort à cause de sa lutte acharnée contre l'impunité et la transparence, <https://www.business-humanrights.org/fr/rdc-jean-claude-katende-pr%C3%A9sident-de-lasadho-et-fervent-d%C3%A9fenseur-des-droits-de-lhomme-est-menac%C3%A9-de-mort-%C3%A0-cause-de-sa-lutte-acharn%C3%A9e-contre-limpunit%C3%A9-et-la-transparence> (consulté le 25 juillet 2019); Human Rights Watch, *Lettre au président Tshisekedi : Protection des droits humains en RD Congo*, <https://www.hrw.org/fr/news/2019/04/11/lettre-au-president-tshisekedi-protection-des-droits-humains-en-rd-congo> (consulté le 25 juillet 2019).
- 19 Human Rights Watch, *RD Congo : Le procès pour viols massifs est crucial pour la justice*, <https://www.hrw.org/fr/news/2018/11/29/rd-congo-le-proces-pour-viols-massifs-est-crucial-pour-la-justice> (consulté le 25 juillet 2019); Human Rights Watch, *RD Congo : La condamnation d'un chef de guerre révèle des failles dans le procès*, <https://www.hrw.org/fr/news/2019/04/19/rd-congo-la-condamnation-dun-chef-de-guerre-revele-des-failles-dans-le-proces> (consulté le 25 juillet 2019).
- 20 Human Rights Watch, République démocratique du Congo : Création d'un mécanisme de vérification des antécédents (« vetting ») pour les forces de sécurité; <https://www.hrw.org/fr/news/2014/04/07/republique-democratique-du-congo-creation-dun-mecanisme-de-verification-des> (consulté le 25 juillet 2019).
- 21 Stanis Bujakera Tshiamala, "RDC : à Béni et Goma, Félix Tshisekedi présente sa feuille de route pour ramener la paix dans l'Est", *Jeune Afrique*, le 17 avril 2019, <https://www.jeuneafrique.com/764171/politique/rdc-a-beni-et-goma-felix-tshisekedi-presente-sa-feuille-de-route-pour-ramener-la-paix-dans-lest/> (consulté le 25 juillet 2019).
- 22 Lewis Mudge, "Un appel à la justice dans la région africaine des Grands Lacs", *Human Rights Watch*, mai 23 2019, <https://www.hrw.org/fr/news/2019/05/23/un-appel-la-justice-dans-la-region-africaine-des-grands-lacs> (consulté le 25 juillet 2019)
- 23 United Nations Peacebuilding Fund, *International Security and Stabilization Support Strategy 2013-2017*, http://www.unpbf.org/wp-content/uploads/ISSSS-2013-2017-Strategic-Framework-FINAL_EN.pdf (consulté le 25 juillet 2019) ; Oxfam, *'For Me, But Without Me, Is Against Me': Why efforts to stabilise the Democratic Republic of Congo are not working*, <https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/oxfam-lobby-briefing-drc-july2012-for-me-but-without-me.pdf> (consulté le 25 juillet 2019).
- 24 C'est le dernier chiffre en ligne disponible pour USAID dans son « Country Development Cooperation Strategy Democratic Republic of the Congo 2014-2021 », 20 mai 2014. Pour le gouvernement britannique : « DFID Democratic Republic of Congo (DRC) Country Profile 2018/2019. »
- 25 Les pourparlers de paix avortés entre le gouvernement et la Défense Nduma du Congo en 2017, pour lesquels la Monusco a assuré la logistique, ainsi que les pourparlers avec le Front de résistance patriotique en Ituri (FRPI) en Ituri au cours de la même période, ont constitué des exceptions.

CONGO RESEARCH
GROUP



GROUPE D'ÉTUDE
SUR LE CONGO

Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant à but non lucratif qui s'efforce de comprendre et d'expliquer la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous menons des recherches rigoureuses sur différents aspects du conflit qui sévit en République démocratique du Congo. Toutes nos recherches s'appuient sur une profonde connaissance historique et sociale du problème en question. Nos bureaux se trouvent au Centre de coopération internationale de l'Université de New York.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur les sites suivants : www.congoresearchgroup.org et www.gecongo.org.